## Les personnels du CNRS ne veulent pas que la RGPP soit mise en œuvre au CNRS

Les personnels rassemblés au siège du CNRS à l'occasion du Conseil d'Administration du 31 mars exigent l'abandon de l'application de la Révision Générale des Politiques Publiques au CNRS (RGPP). La mise en œuvre de la RGPP au CNRS par le gouvernement vise clairement à la réduction des emplois dans notre organisme en commençant par les emplois dans l'Administration, ce que les technocrates appellent de manière peu élégante les fonctions supports et les fonctions soutien. Cet affaiblissement de l'Administration du CNRS aurait de graves conséquences pour les personnels concernés dans les délégations régionales, au siège et dans les laboratoires. Au delà de l'impact direct sur une partie des personnels, c'est l'avenir du CNRS et de ses laboratoires qui est gravement menacé. D'autant que le gouvernement ne se limitera pas à une réduction des emplois administratifs et qu'il ne manquera pas de s'attaquer par la suite aux emplois de techniciens, d'ingénieurs et de chercheurs dans les Unités de Recherche comme il avait déjà tenté de le faire en 2004, ce qui avait suscité une réaction exceptionnelle des personnels des Organismes et des Universités avec le mouvement Sauvons la Recherche.

La mise en œuvre de la RGPP au CNRS et dans les autres organismes de recherche, puis peu de temps après dans les Universités, apparaît comme un dispositif d'accompagnement de la réorganisation de la Recherche voulue par le gouvernement. Cette restructuration est obtenue par la compétition imposée par les appels d'offres du Grand Emprunt (Idex, labex, etc). Cette compétition va permettre au gouvernement de focaliser l'essentiel de l'effort de recherche sur un nombre restreint de sites « à visibilité mondiale », autour de créneaux qui peuvent donner lieu à un profit rapide pour les acteurs économiques. En focalisant ainsi l'effort de recherche sur un petit nombre de sites le gouvernement espère pouvoir plus facilement« économiser » des moyens financiers et des emplois.

Les personnels rassemblés ce jour au siège du CNRS et soutenus par tous les syndicats du CNRS appellent l'ensemble des personnels du CNRS et des autres organismes à amplifier rapidement la protestation contre la RGPP.

Paris, le 31 mars 2011